

Les consulats suisses à l'étranger reçoivent le journal.

Cinquième année. — N° 95

Mercredi 25 Novembre 1891.

Prix du numéro 10 centimes

Bureaux: Rue Neuve, 19



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
Union postale . 12 » 6 »
On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . 20 ct. la ligne
» de l'étranger . . 25 » »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels.

UNE GRÈVE ÉVITÉE

Par notre article de fond du dernier numéro de la *Fédération*, nous avons mis nos lecteurs au courant des faits qui semblaient devoir amener un conflit entre les ouvriers de l'ébauche et quelques fabriques. Le danger est écarté, momentanément du moins.

D'après les renseignements qui nous sont communiqués, les délégués de toutes les sections du Syndicat ouvrier de l'ébauche se sont réunis à Bienne, dimanche 22 courant, pour examiner la situation et ont décidé, à l'unanimité, de n'accepter aucune baisse des salaires. Lundi, une délégation s'est rendue auprès de la direction de la Société d'horlogerie de Langendorf, où une baisse avait été décrétée. Après un échange d'explications au cours duquel il a été constaté que la baisse avait été provoquée par l'impossibilité de lutter contre certaines fabriques qui vendent à des prix absolument ruineux, la direction, après avoir pris note du refus formel des ouvriers d'accepter la baisse, a consenti à revenir sur sa décision. La transaction suivante a été faite :

- La baisse est retirée ;
- Aucun ouvrier n'aura à souffrir d'une façon quelconque de la résistance opposée à la baisse ;
- Le travail sera réparti au mieux entre les ouvriers de la fabrique, et selon les commandes.

Dans l'après-midi de lundi, une assemblée populaire très nombreuse a eu lieu à Granges. On y a décidé que des démarches énergiques seraient faites pour compléter l'organisation du Syndicat ouvrier et qu'une assemblée populaire aurait lieu à Reconvillier dimanche prochain. Une fois le Bas-Vallon organisé, ce sera le tour de Fontainemelon.

Nous félicitons vivement la Société d'horlogerie de Langendorf, dont la modération a empêché l'éclosion d'une grève qui aurait pris rapidement d'énormes proportions, car il est certain que des tentatives de baisse auraient été successivement faites dans les autres fabriques si celle décrétée à Langendorf avait été maintenue.

La tentative de baisse faite dans la région soleuroise aura donc abouti, selon toute vraisemblance, à fortifier et à compléter le groupement des ouvriers de l'ébauche. Ce n'est pas précisément le résultat que l'on poursuivait et il eût été plus naturel, de la part des chefs de fabrique, de travailler à la reconstitution de leur propre syndicat.

La discussion générale du tarif des douanes au Sénat français

C'est à M. Challemel-Lacour, l'un des plus éminents orateurs républicains, qu'est échu l'honneur d'ouvrir les feux dans la discussion du tarif des douanes au Sénat français. Dans cette bataille perdue d'avance, — on sait que le Sénat compte à peine une vingtaine de libre-échangistes, — le sénateur du Rhône s'est montré à la hauteur de ce que l'on attendait de lui.

Point embarrassé de chiffres ni de faits, quoique décrivant avec beaucoup de pénétration les conditions nouvelles du monde industriel et commercial, il s'est attaché à prédire les rudes leçons où courait la politique protectionniste et la défaite qui attendait une lutte tentée contre la force même des choses. Il a surtout et franchement combattu, avec une grande hauteur de pensée, l'argument capital de M. Méline et de ses amis : celui tiré de la volonté nationale. Combien cette volonté est délicate à connaître et distincte des organes intéressés, syndicats, chambres de commerce, sociétés agricoles puissantes, où on l'incarne et on la veut faire parler ; combien elle est capable d'erreur et d'illusion, et qu'il appartient à des

démocrates éclairés de la redresser, à des républicains prudents de ne la point subir : c'est ce que M. Challemel-Lacour a dit, non sans courage. Les craintes des libéraux s'exprimaient par cette bouche qui avait traduit leurs repentirs, on se souvient avec quelle noblesse, au plus fort de l'aventure boulangiste. Le rôle de contradictoire des majorités ne déplaît point, on le sait, à ce philosophe. Il a donné enfin toute la mesure de sa profondeur de regard quand il a établi la solidarité fatale des entreprises protectionnistes avec les intérêts aristocratiques et les principes réactionnaires, déplorant l'aveuglement étrange qui peut cacher cette liaison à des hommes du parti avancé, et quand il a dénoncé aussi le danger d'une protection douanière toujours acquise en définitive aux forts, aux riches, aux possédants, en contraste avec la résistance que les libéraux et les modérés s'efforcent d'opposer aux réclamations d'une autre sorte de protectionnisme : le socialisme ouvrier. Le rapporteur, M. Dauphin, n'a point diminué, par sa réponse, la portée de ces vues lointaines. Il n'a point éclairci non plus le doute né de son rapport, ni répondu de satisfaisante façon à l'invitation de M. Challemel-Lacour, qui adjurait le Sénat de se prononcer du moins pour le système des traités.

M. Dauphin n'a d'ailleurs fait que paraphraser son rapport général déposé sur le bureau du Sénat. Ce document insiste sur quatre points principaux. En premier lieu, protection très ferme de tous les produits agricoles et des animaux attachés à la culture, sorte de formule contenant une recette certaine pour déterminer la cherté générale de l'alimentation. Puis libre-échange pour toutes les matières nécessaires à l'industrie, en oubliant cependant les graines oléagineuses, comme si l'huilerie et la savonnerie n'étaient pas des industries. En troisième lieu, protection pour les objets fabriqués, ce qui ne peut manquer de donner de la vitalité à une production contrainte d'acheter plus cher une grande partie de ses approvisionnements. En dernier lieu, dans le cas où il y a opposition d'intérêts entre des matières premières et des objets fabriqués, dédommagement à la production à laquelle on impose des sacrifices par des avantages particuliers, comme les primes et les drawbacks, système qui, tout le monde le sait, aboutit généralement à des mécomptes pour le Trésor, à des

dépenses pour le budget, à des charges pour la nation. On le voit donc, M. Dauphin n'a rien inventé; M. Méline ne se plaindra que d'une chose, c'est que M. le rapporteur général essaie de lui enlever ses lauriers.

Hier, le Sénat a entendu M. Tirard; on représente, a-t-il dit, les traités de 1860 comme l'œuvre surnoise de quelques libre-échangistes de la chaire: ils n'ont été que le couronnement de l'édifice si laborieusement et si tenacement élevé par l'ancienne monarchie elle-même, qui voulait faire de la France un grand pays d'exportation; ils étaient si bien dans la tradition nationale que la majorité protectionniste de 1871 n'a seulement pas songé à les dénoncer lorsqu'ils sont venus à leur première échéance; de même encore en 1882, lors de leur second renouvellement: à cette époque, les tarifs général ou conventionnel dont on se plaint tant aujourd'hui ont été dressés en stricte conformité avec les vœux présentés par les intéressés. On se plaint, mais a-t-on vraiment le droit de se plaindre?

La parole de M. Tirard a tenu le Sénat très attentif; il semblait même que les arguments techniques auxquels il recourait de préférence déterminaient un certain courant de modération. Le terrain du débat se précise d'ailleurs: y a-t-il des chances sérieuses de traiter avec les Etats voisins? La question a été posée et résolue négativement par M. Tirard; M. Jules Ferry et les ministres, qui n'ont point encore rompu le silence, nous renseigneront peut-être exactement; c'est de ce côté seulement que pourraient venir des arguments assez topiques pour déterminer un revirement dans l'assemblée.

— M. Jules Ferry s'attache à justifier l'œuvre de la commission; il termine en déclarant que la France n'a pas à craindre l'isolement politique si elle est forte, ni l'isolement économique si elle est riche. M. Poirier réplique. La suite de la discussion est renvoyée à demain.

Traités de commerce

On écrit de Vienne, 20 novembre: « Le gouvernement va adresser une réponse écrite au Conseil fédéral suisse au sujet des points restés en litige dans les négociations pour le traité de commerce entre la Confédération helvétique, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. On croit que le traité pourra être soumis à la ratification des Parlements vers le 15 décembre. »

— On écrit de Berlin, 20 novembre: « La nouvelle qu'un traité de commerce entre l'Allemagne et le Brésil serait négocié à Rio-de-Janeiro, donnée par les journaux brésiliens, paraît avoir causé un certain émoi à Paris, où l'on aurait voulu devancer l'Allemagne; on assure que des pourparlers étaient engagés à Paris même. En admettant l'exactitude de ces renseignements, il s'agirait de la clause de la nation la plus favorisée, que le traité entre le Brésil et l'Amérique avait retirée aux autres Etats. On ne s'expliquerait pas, dans ce cas, la prétendue émotion qui s'est produite en France, ce pays pouvant, dans ce cas, obtenir les mêmes avantages. Cela prouverait de nouveau que la France ne se console pas d'avoir perdu, par sa faute, la direction de la politique économique, tant sur le continent que dans les pays transatlantiques. C'est la conséquence de la guerre de tarifs qu'elle ne cesse d'annoncer. »

— On écrit de Munich, 21 novembre: « L'*Allgemeine* dit que dans la séance d'hier matin des délégués de l'Autriche-Hongrie a eu lieu la signature du traité de commerce

austro-hongrois-italien. Dans la séance suivante et commune, les délégués ont réciproquement pris congé les uns des autres. »

— *Italie.* Les pourparlers pour le traité de commerce entre l'Espagne et l'Italie ont commencé par l'entremise de l'ambassadeur italien à Madrid.

Le gouvernement français a fait au gouvernement italien des ouvertures au sujet d'un traité de navigation pour le grand cabotage; celui-ci les a déclinées, ne voulant pas accepter de traité de navigation sans traité de commerce.

— L'*Allgemeine* annonce que les délégués allemands Huder et Mosler sont partis de Munich pour reprendre les négociations pour le traité de commerce avec la Suisse.

— Les négociations commerciales avec la Suisse peuvent être considérées comme commencées.

M. Di Rudini a déclaré qu'il fera une condition absolue de la concession de pouvoir réprimer la contrebande.

La Suisse va envoyer ses demandes; elle a déjà en partie fait connaître ses prétentions, surtout sur certains chapitres du traité actuel, qui lui semblent ou trop variables ou trop restrictifs. Elle demande aussi que l'Italie diminue les frais qui accompagnent les droits d'entrée et s'élèvent parfois à des chiffres exagérés, rendant ainsi vains les avantages stipulés dans les traités.

— On écrit au *Bund* que l'ambassadeur de France à Berne, M. Arago, est actuellement en séjour de congé à Paris et qu'il compte prendre part au Sénat, dont il fait partie, à la discussion sur le tarif des douanes. Il se propose de combattre les élévations projetées, attendu qu'à Berne il a acquis la conviction que leur adoption entraînerait fatalement la rupture de beaucoup de relations d'affaires entre la France et la Suisse. Il a déjà exposé à M. Ribot ses vues à ce sujet.

— On écrit de Rome, 23 novembre: « Le gouvernement suisse a présenté à l'Italie ses propositions concrètes pour servir de base aux négociations du nouveau traité de commerce. »

— Le conseil des ministres a décidé de charger les délégués qui viennent de conclure les traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie des négociations commerciales avec la Suisse.

Renseignements commerciaux

Précautions à prendre en Turquie pour le règlement des factures; nécessité des acceptations.

— La Chambre de commerce de Constantinople, dans son remarquable *Bulletin mensuel*, revient sur un conseil qu'elle a donné plusieurs fois déjà et dont nos commerçants et industriels semblent ne pas vouloir tenir compte malgré son importance. Il est indispensable, dit-elle, lorsqu'on expédie une marchandise en Turquie, de faire signer au réceptionnaire une acceptation en règle pour le montant de sa facture, si la vente a lieu à terme. Faute de cette précaution, des difficultés de paiement naissent fréquemment. Si l'acheteur est de mauvaise foi, s'il faut le citer devant les tribunaux, il peut, en l'absence d'une acceptation donnée par lui, discuter la créance, prétendre que la marchandise était inférieure, non conforme à la commande, livrée en retard, etc., etc.

Il importe aussi de faire signer l'acquéreur sur timbre ottoman, si la traite a été créée

en dehors de la Turquie. En cas de procès devant les juridictions ottomanes, l'effet non revêtu du timbre est frappé d'une amende de 3 % sur sa valeur totale et, ce qui est bien pire, les endosseurs dégagés de toute responsabilité.

Dans le cas où la traite n'est pas timbrée à l'acceptation, le premier endosseur se trouvant en Turquie doit signer sur timbre.

Etats-Unis d'Amérique: le commerce extérieur et le bill Mac-Kinley; le nouveau tarif atteindra-t-il son but?

— Les Etats-Unis d'Amérique ont importé, en 1890, pour 3,946 millions, chiffre supérieur de 220 millions à celui de 1889, et exporté pour 4,289 millions, contre 3,716 millions en 1889. Les importations ont naturellement beaucoup augmenté par suite des approvisionnements faits dans les trois premiers trimestres de 1890, avant que le tarif Mac-Kinley n'entrât en vigueur. L'Angleterre occupe, naturellement, le premier rang, avec un chiffre d'affaires de 932 millions; puis viennent l'Allemagne, 494 millions; les Antilles, 390; la France, 388; le Brésil, 296; le Canada, le Mexique, etc. La France, on le voit, vient au bon rang, trouvant aux Etats-Unis un marché de 84 millions pour ses soieries, de 75 pour ses lainages, de 35 pour ses vins et spiritueux, etc.

L'Angleterre, qui est de beaucoup le client le plus important des Etats-Unis, puisqu'elle prend plus de la moitié de leurs produits, est la nation qui a le plus souffert du tarif Mac-Kinley. D'une façon générale, d'ailleurs, l'Europe n'a guère à se louer de l'application des nouveaux droits. Toutes les faveurs, au contraire, sont pour les Etats de l'Amérique centrale et du Sud, pour les Antilles, avec lesquels les Etats-Unis rêvent une sorte de confédération commerciale et industrielle, dans laquelle, bien entendu, ils joueraient le principal rôle. Seulement, il est une chose qu'il faut noter, car elle est assez surprenante, c'est que les Etats-Unis, qui cherchent à se créer ainsi autour d'eux des débouchés nouveaux, semblent bien plutôt désirer y faire concurrence à l'industrie européenne qui y écoule leurs produits agricoles. Quand nous disons: les Etats-Unis, nous nous trompons, c'est les législateurs et le gouvernement qu'il faut dire. Le pays, en effet, dans son ensemble ne semble pas très disposé à quitter la voie déjà frayée et bien connue où il est engagé pour entrer dans celle qu'on lui indique, de laquelle il ne connaît rien et qu'il craint de trouver semée d'écueils. Si on entre dans le détail des exportations des Etats Unis, on voit que les produits agricoles représentent une valeur de 3,146 millions (488 millions de plus qu'en 1889), soit plus des trois quarts de l'exportation, tandis que les produits manufacturés, évalués à 755 millions, ne représentent que 16 % de l'exportation totale. Si, après une longue période de protection énergique, la proportion des produits industriels dans l'exportation n'est pas plus importante, c'est donc qu'il ne faut guère espérer détourner le travailleur de sa voie naturelle, qui est l'agriculture. Protégée de rechef, en vertu du nouveau tarif, sûre de n'avoir plus rien à craindre, à l'intérieur, de la concurrence européenne, l'industrie aux Etats-Unis oubliera sans doute les promesses faites, par les Syndicats, de développer la production et l'exportation, et cherchera plutôt à restreindre ses moyens, de façon à obtenir du consommateur, en raréfiant le produit, tout ce que le tarif lui permet de prendre. Ces conclusions, empruntées à un rapport du consul français à Chicago, ne sont pas pour déplaire à l'Europe.

L'office du travail en France

M. Lax, directeur, vient d'adresser aux présidents des chambres syndicales une lettre-circulaire leur rappelant quel est le but de cet office et leur demandant un concours dévoué, seul moyen de mener à bien une œuvre de ce genre.

Voici le passage le plus important de cette circulaire :

« La mission principale de l'office est de :
« recueillir, coordonner et publier toutes informations relatives au travail, notamment
« en ce qui concerne l'état et le développement de la production, l'organisation et la
« rémunération du travail, ses rapports avec
« le capital, la condition des ouvriers, la situation comparée du travail en France et à
« l'étranger. »

Pour accomplir cette tâche si vaste et si complexe d'une enquête permanente sur les conditions universelles du travail, de l'industrie et du commerce, l'organisme nouveau où se montrera, vivante et agissante, la sollicitude de la République pour les intérêts de tous les travailleurs, doit pouvoir compter sur le concours effectif de quiconque a souci du développement de notre puissance économique et de l'affermissement de la paix sociale. Alors même, en effet, que l'office saurait, chaque fois, où trouver les renseignements de fait à donner pour base à ses travaux ou à répandre ses publications, il ne pourrait encore, la plupart du temps, avec le personnel si restreint et les si modiques ressources dont il dispose à sa naissance, aller chercher lui-même, sur place, ces aliments indispensables de son activité.

Conférence

Nous annonçons, dans l'un de nos

derniers numéros, que M. le conseiller national R. Comtesse, conseiller d'Etat neuchâtelois, donnerait prochainement une conférence à Bienne sur la question des apprentissages. Nous apprenons qu'elle aura lieu mercredi 25 courant, à 8 heures du soir, à l'Aula de l'Ecole secondaire des filles.

Le public biennois ne voudra pas manquer cette occasion d'entendre traiter un sujet intéressant entre tous pour une population industrielle. Nous souhaitons salle comble au conférencier.

COTE DE L'ARGENT

du 23 novembre 1891

Facturé aux monteurs de boîte.

L'argent 800 laminé et fil à fr. 130. 40 le kilo
id. 805 id. id. » 131. 20 id.
id. 875 id. id. » 142. 30 id.
id. 900 id. id. » 146. 40 id.
id. 935 id. id. » 152. — id.

En baisse moyenne de fr. 1 50 par kilo sur la dernière publiée.

NOUVELLES DIVERSES

Expositions internationales en Bulgarie. — Le gouvernement bulgare vient de décider que deux expositions internationales, l'une agricole et l'autre industrielle, auront lieu respectivement à Roustchouk et à Philippopoli; la première s'ouvrira le 18 septembre 1892 et l'autre le 14 août 1893.

A l'exposition industrielle seront admis toutes les machines et appareils employés dans les différents genres d'industries, tels que machines à coudre, métiers à tisser, machines à fabriquer les dentelles, quincaillerie, imprimerie, photographie, etc.

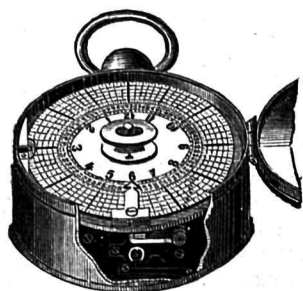
Lors de la distribution des récompenses, la préférence sera donnée aux articles qui, comme simplicité, utilité et bon marché, répondront le mieux aux besoins locaux.

La commission des expositions, à Sophia, recevra les demandes d'admission jusqu'au 31 décembre 1891.

Cours de la bourse de Berne du 23 novembre 1891.

Changes.	Courte échéance		2-3 mois	
	Demande	Offre	Demande	Offre
Amsterdam-Rotterdam	209. 30	209. 90	209. 30	209. 30
Belgique, places bancaires	100. —	100. 20	100. —	100. —
Allemagne, places bancaires, court	124. 20	124. 45	124. 25	124. 25
» versements ou chèques.	124. 20	124. 45	25. 25	25. 25
Londres.	25. 23	25. 26	25. 23	25. 26
» chèques	97. —	98. —	97. —	98. —
Italie, places bancaires, court	100. 20	100. 40	100. 20	100. 40
France »	100. 20	100. 40	100. 20	100. 40
Paris, versements et chèques.	213. 25	215. —	213. 25	215. —
Vienne, versements.	5. 20	5. 26	5. 20	5. 26
New-York, 3. T. S.				
Escompte	Berne	4	Bâle	4
	Genève	4	St-Gall	4
	Zurich	4		

Le rédacteur responsable : Fritz HUGUENIN.



CONTROLEURS DES RONDES
BREVET de Ant. MEYER
Ant. MEYER, Succ.
STUTTGART

Seule fabrique spéciale de l'Allemagne

Fondée en 1861 1326

HORLOGERIE GARANTIE
CH^S E. LAUBSCHER-GROSJEAN

67 RUE DU PARC CHAUX-DE-FONDS RUE DU PARC 67

Brevet 1712 — Brevet 3751

Spécialité de montres à quantités et phases de lune
en tout genres

Nouveau Système perfectionné Brevet No. 3751

Ce système permet de faire jouer tous les quantités à volonté, lors même que les fonctions automatiques se font.

Cette nouvelle invention à un grand avantage sur toutes les autres montres à quantième.

Mise à l'heure spéciale pour pièces à verre (Déposée)

Toutes ces montres à quantième se font en 12 genres différents sur pièces à verre et savonnettes en petites et grandes pièces. 1563

Montres double tours d'heures simplifiées.

AVIS

L'imprimerie de la **Fédération horlogère suisse** se recommande à MM. les Horlogers et aux Sociétés pour l'exécution prompte et soignée de tous les travaux dont ils ont besoin.

A. DOUARD

1864

FABRIQUE D'HORLOGERIE

BIENNE

Maison fondée (SUISSE) en 1857

MONTRES EN TOUS GENRES
or, argent, nickel et acier

MONTRES 10 A 28"

MONTRES DE VOYAGE
avec et sans quantités

SPECIALITÉS POUR L'ANGLETERRE

MONTRES-BRACELETS

BRACELETS PORTE-MONTRES

MONTRES FANTAISIE

HORLOGERIE GARANTIE

FABRIQUE DE BOITES

ARGENT, GALONNÉ, MÉTAL ET ACIER

SCHLATTER ET FLOTRON

MADRETSCH — BIENNE

Travail à la machine,
par les procédés les plus perfectionnés

PREMIÈRES MÉDAILLES AUX EXPOSITIONS:
de Bienne en 1880, de Zurich en 1883,
1305 de la Chaux-de-Fonds en 1881.

USINE GENEVOISE DE DÉGROSSISSAGE D'OR

PRIX DE LA RIVE 1881
MÉDAILLE D'OR

GENÈVE

DIPLOME EXPOSITION
ZURICH 1883

AGENCE et DEPOTS; Chaux-de-Fonds-Lyon-Marseille

Or, argent, platine, nickel, laminés et filés. **PLAQUÉ** sur argent, cuivre, chrysocale, nickel et acier

AFFINAGE ET DÉPART - ESSAI ET ACHAT DE LINGOTS ET DE MONNAIES D'OR ET D'ARGENT - ACHAT DE DECHETS DE PLATINE

Métaux anti-magnétiques brevetés — A l'usage des fabriques d'horlogerie — MÉDAILLE D'ARGENT, EXPOSITION UNIV. PARIS 1889

Balanciers compensés, genres soignés et courants. — Spiraux de première qualité. — Métal pour échappements 1271

Ces produits ont subi les épreuves les plus minutieuses et ont donné des résultats supérieurs à tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour

De notables perfectionnements viennent encore d'être apportés dans la fabrication des Balanciers

Seuls dépositaires pour la Suisse des **ALLIAGES** de **NICKEL**
en planches, fils, dégrossissages et découpages de la **BERNDORFER METALLWAAREN-FABRIK (SCHOLLER & Cie.)**, Vienne

On demande

un bon ouvrier **MÉCANICIEN** bien au courant de l'outillage pour monteurs de boîtes. Inutile de se présenter sans certificats de capacité et moralité.

S'adresser au bureau du journal. 1562

Associé 1575

une personne sérieuse, disposant d'un capital de 10 à 15,000 francs, trouverait association avantageuse, pour exploitation d'un système breveté ayant un écoulement assuré. La fabrication est entièrement montée. S'adresser par écrit sous chiffre H 631 Ch. à l'agence **Haasenstein & Vogler** à la Chaux-de-Fonds.

Patente ou licence

Le possesseur de la patente Suisse No. 115 **Système électro-mécanique pour montres centralisées**, désire céder son droit breveté à un industriel Suisse éminent. Donner des licences. S'adresser aux mandataires **E. Blum & Co.**, bureau de patente à Zurich. (M. 11166 Z) 1574

VERRES DE MONTRES

en tous genres. 1431

Vente en gros et détail.

Auguste Gindraux,

Industrie 4

BIENNE.

FABRIQUE D'HORLOGERIE

Frères Bergeon

LOCLE (Suisse)

Maison à Livourne (Italie)

Chronomètres de poche, bulletins d'observatoire. — Montres de précision, bulletins de réglage. — Montres civiles en tous genres (spécialités italiennes). — Spécialités de grandes secondes indépendantes, trois fonctions, échappements cylindre et ancre, mouvements ayant un seul corps de rouage et un seul barillet. Brevetées en Suisse, en France et en Belgique. 1383

Récompenses obtenues: Diplôme d'honneur, Zurich 1883, Médaille, Anvers 1885, Médaille d'or, Paris 1889.

Le Directeur technique

d'une fabrique d'horlogerie, horloger très capable, expérimenté en mécanique et outillage perfectionné, et étant dans le meilleur âge, désire changer sa place actuelle contre une analogue. Prière de s'adresser à l'agence **Haasenstein & Vogler**, Saint-Imier sous chiffre H. 5867 J.

Un horloger

visiteur d'ébauches finissages et mécanismes demande place pour l'une de ces parties. S'adresser sous chiffre H. 5812 J. à l'agence **Haasenstein & Vogler**, Saint-Imier. 1568

MENTION HONORABLE

Paris — Exposition universelle — 1889

CH. DUBOIS-STUDLER

23, rue du Grenier, Chaux-de-Fonds

HORLOGERIE POUR TOUS PAYS



Spécialité 10 lignes Lecoultré, or et acier. Répétitions à quarts et à minutes. Chronomètres. Mouvements remontoir des 10 à 20 lignes. 1176

Mille francs de primes



pour 1892

En vente dans toutes les

librairies

Editeur:

CH. GROS, FILS

St-Imier 1523

Fabrique de verres de montres en tous genres 1031

Ancienne Maison **TASTOIX & BASTARD**

J. BASTARD & REDARD

21, QUAI DES BERGUES, 21

A GENÈVE

AVIS

Dans l'Indicateur Davoine 1892-1893 mon adresse se trouve dans les rangs des fabricants d'horlogerie. C'est faux; je ne m'occupe absolument que de la décoration de boîtes et cuvettes or. 1573

BIENNE, 17 novembre 1891.

FRITZ HUBACHER.

FABRIQUE DE JOYAUX

EN TOUS GENRES

pour mouvements d'horlogerie

en un mot, tout ce qui se fait en pierres pour le mouvement de la montre, pour boussoles, télégraphes, distributeurs d'eau, etc.

L.-E. JUNOD

à **LUCENS (Suisse)**

Marque de fabrique

Maison fondée en 1850 occupant

plus de 800 ouvriers

VENTE EXCLUSIVEMENT EN GROS

Envoi de prix-courants sur demande 1261

Achat et vente de diamants, rubis, saphirs, chrysolithes et grenats bruts

Pierres de couleur taillées pour Bijouterie

Taille de 1^{re} qualité



VVE LOUIS MULLER

Rue centrale Nr. 18 **BIENNE** Rue centrale Nr. 18. [1469]

HORLOGERIE EN TOUS GENRES

SPECIALITÉS: Remontoirs 10 et 11", acier, argent, or et celluloïde, Boules, 1/2 Boules, Breloques, Bracelets et autres Fantaisies, Pendulettes.

Boules presse-lettres 28" avec et sans étriers.

FABRIQUE DE BALANCIERS COMPENSES

et façon compensés en tous genres

MAISON FONDÉE EN 1851 1104

GEORGES ROULET

PONTS-MARTEL (Suisse)

Ouvrage fidèle et garanti

SOIGNÉ

BON COURANT

Tous mes balanciers soignés et ordinaires sont garantis pour couper